

R.P. No. 1



18, Montagu Place, W.1.

3 janvier 1945.

Le Voyage de M. Churchill
et La question de Grèce.

1 *Mu distribution.*

2 *17.1.45*

Σ

au
h

Monsieur le Conseiller Fédéral,

retour le 15.1.45
30

Le voyage entrepris pendant les jours de Noël par le Premier Ministre à Athènes n'a pas abouti, d'emblée, aux résultats positifs que certains milieux ont escomptés. Néanmoins, la valeur de l'acte de politique étrangère - et intérieure - accompli par M. Winston Churchill demeure très considérable.

La manière dont le déplacement du Chef septuagénaire du Gouvernement britannique fut décidé et organisé est significative pour le changement qui s'opère, en ce temps de crise, dans la conduite des affaires internationales. Ce n'est que le jeudi, 21 décembre au soir, après un débat, posé dans la forme mais néanmoins serré, qui avait eu lieu à la Chambre des Lords, que le voyage du Premier Ministre a été décidé. M. Anthony Eden, qui quelques jours auparavant avait prononcé à la Chambre des Communes un des meilleurs discours de sa carrière politique, si ce n'est le meilleur, en apportant au débat des éléments d'appréciation qui étaient le fruit de son séjour antérieur dans la

Au Département Politique Fédéral,
Division des Affaires Etrangères,
Berne.



- 2 -

capitale hellénique, avait été tout disposé à entreprendre seul le voyage, et ses amis ne l'ont pas laissé ignorer. Toutefois il ne s'est pas opposé au désir du Premier Ministre de tenter personnellement - et malgré les nuages qui obscurcissaient l'horizon militaire sur le front de l'ouest - une démarche suprême de médiation. De son côté, l'Ambassadeur de Grèce, M. Aghnidès, avait exprimé, en présence de la situation de plus en plus préoccupante à Athènes, son avis mûrement réfléchi, qu'une médiation ne pouvait avoir des chances que si elle était tentée par le moyen d'une action immédiate sur place. Il est difficile de déterminer si c'étaient avant tout des raisons de politique intérieure ou extérieure qui ont amené M. Winston Churchill à faire le geste, à la fois dramatique et saisissant, dont le peuple britannique fut informé le jour de Noël, par la radio. Fort probablement, il y a eu un mélange de considérations d'ordre interne et extérieur. L'agitation qu'avaient provoquée les événements de Grèce venait en effet de gagner les masses. Les travailleurs de l'industrie n'avaient cessé de faire connaître leurs sentiments à leurs élus au Parlement et, le dimanche précédant le voyage du Premier Ministre, une foule d'une vingtaine de milliers de personnes s'était réunie à Trafalgar Square pour entendre un des vieux Labour Lords - Lord Strabolgi - parler d'une tribune décorée des dra-

peaux britannique et rouge. Bien que, grâce à la discipline qu'observe la députation du "Labour" vis-à-vis du Gouvernement de Coalition pour la durée de la guerre, neuf dixièmes de la Chambre aient répondu affirmativement à la question de confiance posée par M. Churchill, le sentiment s'était répandu qu'il fallait absolument tirer des conclusions du fait certain que l'administration en Grèce ne peut s'appuyer indéfiniment sur les baïonnettes britanniques. Lorsque le Premier Ministre se présentera, au début de la deuxième quinzaine de janvier, aux Communes, il sera certes harcelé de questions, mais personne n'osera affirmer qu'il n'a pas tenté tout ce qui dépendait de lui pour redresser la situation et, peut-être, pour réparer certaines erreurs initiales du Commandement militaire britannique à Athènes.

Mais ce furent sans doute tout autant des raisons impérieuses de politique extérieure qui exigeaient du Chef du Gouvernement britannique un effort intense. L'on sait que l'avènement de M. Stettinius au Secrétariat d'Etat à Washington a été accompagné de polémiques anti-britanniques qui n'ont pas été limitées à la presse. Le "Test Case" de la Grèce, dont la politique de Washington paraissait vouloir se laver les mains, a joué un rôle point négligeable dans ces controverses. De plus, après

avoir exigé de ses grands alliés, et notamment de l'URSS, la reconnaissance de son droit exclusif d'agir en Grèce, la Grande-Bretagne se devait de faire tout pour résoudre le problème grec et la controverse avec l'"E.A.M." sans qu'émander à Moscou, en échange d'autres concessions, des conseils de modération à l'adresse des chefs de l'"E.L.A.S.". Enfin, les intérêts politiques très réels de l'Empire britannique au rétablissement de l'ordre en Grèce et à la sécurité des voies méditerranéennes, de même qu'à la reconstruction du pays dévasté, dictaient au Gouvernement de Londres une attitude faite à la fois d'intervention et d'apaisement.

Le problème était singulièrement compliqué par l'attitude du Roi Georges des Hellènes. Cet homme excellent, qui manifeste une sympathie très sincère pour la Suisse où il a passé, comme héritier du trône, sa première période d'exil, n'a, d'après ce que j'entends dire de la source la plus directe, pas toujours été bien conseillé. Bien que le Roi eut déclaré il y a des mois déjà qu'il ne rentrerait en Grèce qu'à la suite d'un plébiscite le rappelant, bien que le Gouvernement hellénique eut regagné de son siège provisoire à Caserte la capitale du pays avec une partie du moins des services administratifs, les milieux grecs devaient compter avec l'entourage du Roi à l'Hôtel Claridge

à Londres. Or, malgré les conseils de plus en plus pressants, le Roi Georges se refusa jusqu'au dernier moment à donner sa sanction à la désignation d'un Régent, croyant à la parole de ceux de ses conseillers qui ne cessaient de répéter que sa personne constituait le seul élément d'ordre dans son malheureux pays. C'est en vain que des porte-paroles plus autorisés lui firent comprendre, depuis des semaines, que seule la désignation d'une régence pouvait lui regagner des sympathies dans son peuple et même, à la longue, de maintenir celles qu'il s'est incontestablement gagnées dans des milieux anglais. Il a fallu lui représenter, en dernier lieu, qu'en persistant dans son attitude négative, l'opinion grecque le rendrait responsable, même à tort, de l'effusion de sang dans les rues d'Athènes, que son nom demeurerait, en cas de refus, lié dans l'histoire grecque à une série de dates marquées en rouge - la dictature Metaxas, les émeutes d'Alexandrie, enfin la guerre civile - pour que finalement il se résignât. Sa proclamation, désignant l'Archevêque Damaskinos comme Régent, a été publiée 24 heures après le retour de MM. Churchill et Eden d'Athènes. Certes, l'institution de la régence ne résoud point les difficultés, loin de là. Mais elle constitue un résultat immédiat du voyage de M. Churchill, qui cependant, a dû formuler à l'adresse de la population hellénique la menace voilée

- 6 -

d'une administration internationale devant être constituée par les "Big Three" en cas de persistance des troubles.

L'observateur suisse peut regretter que, dans tous les copieux débats au sujet des événements de Grèce, il ait été si peu question de l'aide si grande, et se chiffrant par le sauvetage de centaines de milliers de vies, qui durant toute la période d'occupation a été organisée de Genève. On a parlé de quelques agents de l'UNRRA qui se trouvent actuellement à Athènes, comme on a aussi parlé abondamment de l'aide future qui serait apportée par les Alliés à la Grèce affamée. Je n'ai trouvé qu'incidemment quelques allusions à l'activité de la Croix-Rouge internationale, qui pourtant avait mis sur pied à Athènes une organisation de 900 personnes. Ici, comme ailleurs, l'aide venue effectivement en grande partie de Suisse est éclipsée par l'action de propagande suédoise, qui a amplement monnayé l'apport donné par les bateaux suédois naviguant pour le compte du C.I.C.R. (et le président suédois de la "Commission de Gestion pour la Répartition de Vivres" constituée à Genève, en accord avec Stockholm, s'affuble à Athènes allégrement du titre de "Président de la Croix-Rouge Internationale" !) Il est très important que grâce à la sage décision du Conseil Fédéral, l'envoi prochain d'un Ministre de Suisse à Athènes puisse permettre à notre pays

- 7 -

de reprendre en Grèce la situation qui lui est due.

Veillez agréer, Monsieur le
Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Saul Riegger